

Art. 2. Les dispositions 5 et 7 de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 1^{er} avril 1981 créant des centres d'enseignement secondaire de plein exercice sont abrogées.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1990.

Bruxelles, le 13 août 1990.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 2535

13 AUGUSTUS 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 april 1981 tot oprichting van de scholengemeenschappen voor secundair rijksonderwijs met volledig leerplan

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 3, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 april 1981 tot oprichting voor de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de Duitstalige Gemeenschap, van de scholengemeenschappen voor secundair rijksonderwijs met volledig leerplan;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan voor het secundair onderwijs met volledig leerplan inzonderheid de artikelen 15 en 17;

Besluit :

Artikel 1. Voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd secundair onderwijs wordt volgende scholengemeenschap voor secundair onderwijs met volledig leerplan opgericht :

- « Athénée royal », Arlon;
- « Athénée royal », Athus;
- « Institut technique de la Communauté française », Arlon;
- « Lycée de la Communauté française », Habay-Martelange.

Art. 2. De bepalingen 5 en 7 van artikel 1 van het koninklijk besluit van 1 april 1981 tot oprichting voor de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de Duitstalige Gemeenschap, van de scholengemeenschappen voor secundair rijksonderwijs met volledig leerplan, worden opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1990.

Brussel, 13 augustus 1990.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F 90 — 2536

27 AOUT 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant diverses dispositions applicables aux Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois des 8 août 1988 et 16 janvier 1989;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1985 portant délégations de compétences aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services de l'Exécutif de la Communauté française tel que modifié et complété, en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 octobre 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 décembre 1987 portant affectation des membres du personnel du niveau 1 dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française tel que modifié et complété, en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 mai 1990;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 mars 1988 portant affectation des membres du personnel du niveau 2 dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française tel que modifié et complété, en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 juin 1990;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 avril 1988 portant affectation des membres du personnel du niveau 3 dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française tel que modifié et complété, en dernier lieu par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française du 25 juillet 1990;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 mars 1989 portant affectation des membres du personnel du niveau 4 dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française tel que modifié et complété, en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1990;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 août 1990 portant création de deux ministères au sein des Services de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 août 1990 portant répartition du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française entre les deux ministères qu'ils comportent;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 août 1990 fixant la structure et le cadre du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales;

Vu le règlement assurant l'exécution de l'article 72, § 2 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat tel que modifié — vacance des emplois à conférer par changement de grade ou par promotion, approuvé par l'Exécutif de la Communauté française en date du 30 mars 1983;

Considérant qu'après avoir créé deux ministères au sein des Services de l'Exécutif de la Communauté française, réparti le personnel entre les deux ministères, et fixé la structure et le cadre des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales, diverses dispositions réglementaires prises par l'Exécutif de la Communauté française ne constituent pas ipso facto, pour le personnel dudit Ministère, la référence de droit permettant d'assurer la continuité de la gestion du personnel et des matières dont il a la charge;

Considérant que le Ministère de la Culture et des Affaires sociales créé au sein des Services de l'Exécutif de la Communauté française englobe, à l'exception d'une direction générale, les services qui constituaient, aux termes de l'arrêté de l'Exécutif du 12 octobre 1983 fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française, les Services de l'Exécutif de la Communauté française;

Considérant dès lors que la continuité du service nécessite que le champ d'application de diverses dispositions réglementaires propres aux Services de l'Exécutif de la Communauté française soit précisé et que les textes qui les fondent soient adaptés, au moins pour une période transitoire;

Considérant en outre que, préalablement à l'adoption des textes, il a été satisfait, quand elles étaient prévues, aux obligations de la consultation syndicale à laquelle ont été substituées les procédures prévues par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, qu'aucune modification n'est apportée aux textes qui en altérerait l'objet ou modifierait les droits des agents, et qu'il ne s'indique donc pas de satisfaire préalablement à l'adoption de l'arrêté à de nouvelles procédures de négociation ou de concertation;

Considérant de plus que les motivations qui précèdent sont valables mutatis mutandis pour ce qui concerne la nécessité de recueillir l'avis du Conseil de direction;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, et notamment l'article 3, § 1 modifié par les lois des 9 août 1980, 18 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence spécialement motivée par l'obligation d'éviter que puissent être contestés les actes accomplis par référence aux dispositions réglementaires en vigueur à la date de fixation de la structure et du cadre du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales;

Sur proposition du Ministre-Président;

Vu la délibération de l'Exécutif du 27 août 1990,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application aux Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales, des dispositions du règlement assurant l'exécution de l'article 72, § 2 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat tel que modifié — vacance des emplois à conférer par changement de grade ou par promotion, chaque fois qu'ils figurent dans le règlement, les termes « des Services de l'Exécutif de la Communauté française » sont remplacés par « des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales ».

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application aux Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales, des dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1985 portant délégations de compétences aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services de l'Exécutif de la Communauté française tel que modifié et complété, chaque fois qu'ils figurent dans l'arrêté, les termes « des Services de l'Exécutif de la Communauté française » sont remplacés par « des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales ».

§ 2. Dans le même arrêté du 10 juillet 1985, la référence faite à l'arrêté du 12 octobre 1983 fixant le cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française tel que modifié est remplacée par :

« Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 août 1990 fixant la structure et le cadre du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales ».

§ 3. Les délégations fixées par l'arrêté du 10 juillet 1985 précité cessent d'être applicables dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales dans la mesure où elles concernaient la Direction générale de l'enseignement et de la formation.

Art. 3. Les dispositions des arrêtés suivants :

— l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 décembre 1987 portant affectation des membres du personnel du niveau 1 dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française tel que modifié et complété, en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 mai 1990;

— l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 mars 1988 portant affectation des membres du personnel du niveau 2 dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française tel que modifié et complété, en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 juin 1990;

— l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 avril 1988 portant affectation des membres du personnel du niveau 3 dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française tel que modifié et complété, en dernier lieu par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française du 25 juillet 1990;

— l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 mars 1989 portant affectation des membres du personnel du niveau 4 dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française tel que modifié et complété, en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1990,

sont d'application pour l'affectation du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales, dans tous les cas où les emplois prévus au cadre organique fixé par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 août 1990 fixant la structure et le cadre

du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales coïncident avec les emplois prévus au cadre organique des Services de l'Exécutif de la Communauté française fixé par l'arrêté du 12 octobre 1983.

A cette fin, dans les quatre arrêtés d'affectation précités,

1) chaque fois qu'ils y figurent, les termes « des Services de l'Exécutif de la Communauté française » sont remplacés par « des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales »;

2) les termes « fixé par l'arrêté de l'Exécutif du 12 octobre 1983 » sont remplacés par « fixé par l'arrêté de l'Exécutif du 22 août 1990 ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 août 1990 fixant la structure et le cadre du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Bruxelles, le 27 août 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française,
Le Ministre-Président,
V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N 90 — 2536

27 AUGUSTUS 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende verscheidene bepalingen toepasselijk op de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988 en 16 januari 1989;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1985 houdende delegatie van bevoegdheden aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd en aangevuld, laatstelijk bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 oktober 1988;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 december 1987 houdende aanwijzing van de personeelsleden van niveau 1 voor de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd en aangevuld, laatstelijk bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 mei 1990;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 maart 1988 houdende aanwijzing van de personeelsleden van niveau 2 voor de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd en aangevuld, laatstelijk bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 20 juni 1990;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 april 1988 houdende aanwijzing van de personeelsleden van niveau 3 voor de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd en aangevuld, laatstelijk bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 juli 1990;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 maart 1989 houdende aanwijzing van de personeelsleden van niveau 4 voor de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd en aangevuld, laatstelijk bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 april 1990;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 20 augustus 1990 tot oprichting van twee ministeries in de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 augustus 1990 tot verdeling van het personeel van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap over de twee ministeries waaruit zij bestaan;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 augustus 1990 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken;

Gelet op de verordening, getroffen ter uitvoering van artikel 72, § 2 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, zoals gewijzigd — vacature van de door verandering van graad of door bevordering te verlenen betrekkingen, goedgekeurd bij de Executieve van de Franse Gemeenschap op 30 maart 1983;

Overwegende dat, nadat twee ministeries in de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap werden opgericht, het personeel over die twee ministeries werd verdeeld, en de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — werden vastgesteld, verscheidene verordeningsbepalingen getroffen door de Executieve van de Franse Gemeenschap, niet ipso facto, voor het personeel van dit Ministerie, de rechtsbasis uitmaken waarnaar kan worden verwezen om de continuïteit van het beheer van het personeel en van de aangelegenheden waarmee het belast is te verzekeren;

Overwegende dat het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, opgericht in de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, met uitzondering van een algemene directie, de diensten omvat waaruit, luidens het besluit van de Executieve van 12 oktober 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap bestonden;

Overwegende dat, met het oog op de dienstcontinuïteit, het toepassingsgebied van verscheidene verordeningsbepalingen eigen aan de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap bijgevolg nader bepaald dient te worden en de teksten van die bepalingen aangepast dienen te worden, althans voor een overgangsperiode;

Overwegende bovendien dat, vóór de aanneming van de teksten, voldaan werd aan de verplichtingen, wanneer die voorgeschreven waren, inzake syndikale raadpleging, die werd vervangen door de procedures bepaald bij de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden

van haar personeel, dat geen wijziging wordt aangebracht aan de teksten die er de inhoud van zou veranderen of die de rechten van de ambtenaren zou wijzigen, en dat het bijgevolg niet aangewezen is, vóór de aanneming van het besluit, aan nieuwe onderhandelings- of overlegprocedures te voldoen;

Overwegende verder dat voormelde motivering mutatis mutandis geldt voor wat betreft de noodzaak het advies van de Directieraad in te winnen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel-3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de bijzonder dringende noodzakelijkheid te voorkomen dat de handelingen die worden verricht met verwijzing naar de verordeningsbepalingen die van kracht zijn op de datum waarop de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — worden vastgesteld, zouden kunnen worden betwist;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 27 augustus 1990 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Vóór de toepassing op de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, van de bepalingen van de verordening houdende uitvoering van artikel 72, § 2 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, zoals gewijzigd — vacature van de door verandering van graad of door bevordering te verlenen betrekkingen, worden de woorden « van de Diensten van de Franse Gemeenschap », telkens als ze in de verordening voorkomen, vervangen door « van de Diensten van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken ».

Art. 2. § 1. Voor de toepassing op de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, van de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1985 houdende delegatie van bevoegdheden aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd en aangevuld, worden de woorden « van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap », telkens als ze in het besluit voorkomen, vervangen door « van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken ».

§ 2. In hetzelfde besluit van 10 juli 1985, wordt de verwijzing naar het besluit van 12 oktober 1983 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd, vervangen door :

« Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 augustus 1990 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken ».

§ 3. De delegaties vastgesteld bij het voormeld besluit van 10 juli 1985 zijn niet meer van toepassing op de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, voor zover die betrekking hadden op de Algemene Directie van onderwijs en vorming.

Art. 3. De bepalingen van de volgende besluiten :

— het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 december 1987 houdende aanwijzing van de personeelsleden van niveau 1 voor de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd en aangevuld, laatstelijk bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 mei 1990;

— het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 maart 1988 houdende aanwijzing van de personeelsleden van niveau 2 voor de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd en aangevuld, laatstelijk bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 20 juni 1990;

— het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 april 1988 houdende aanwijzing van de personeelsleden van niveau 3 voor de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd en aangevuld, laatstelijk bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 juli 1990;

— het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 maart 1988 houdende aanwijzing van de personeelsleden van niveau 4 voor de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd en aangevuld, laatstelijk bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 april 1990,

zijn van toepassing voor de aanwijzing van het personeel van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, in alle gevallen waar de betrekkingen bepaald in de personeelsformatie vastgesteld bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 augustus 1990 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, overeenstemmen met de betrekkingen bepaald in de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap vastgesteld bij het besluit van 12 oktober 1983.

Daartoe, in de vier voornoemde aanwijzingsbesluiten,

1) telkens als de woorden « van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap » voorkomen, worden ze vervangen door « van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken »;

2) worden de woorden « vastgesteld bij het besluit van 12 oktober 1983 » vervangen door « vastgesteld bij het besluit van 22 augustus 1990 ».

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 augustus 1990 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

Brussel, 27 augustus 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,
De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX